

Qui est Alain BAUER, Cet ex grand maître au grand Orient de France, conseiller criminologue de SARKOZY :

Fils de Georges **Bauer** et de Monique Ejzenberg, **Alain Bauer** est un descendant de familles juives ayant fui les [pogroms](#) d'[Europe de l'Est](#). Il passe sa jeunesse à [Paris](#). À l'âge de 15 ans, il rejoint le [parti socialiste français](#)¹. (il est le fils d'un grand Rabin, de LYON je crois)

Il suit les cours aux lycées Simone Weil et Louis Aragon, et obtient son [baccalauréat](#) (avec la partie baccalauréat en première au lycée Arago, Paris XII) en même temps qu'il devient [franc-maçon](#) du [Grand Orient de France](#).

Enseignement et conseil

Après une formation de juriste (droit public et sciences politiques) sanctionnée par un diplôme de troisième cycle, **Alain Bauer** enseigne d'abord à l'[Institut d'études politiques de Paris](#) puis rejoint l'[Institut de criminologie](#).

Il enseigne aujourd'hui auprès des universités de [Paris I](#), [Paris II](#) et [Paris V](#), ainsi qu'à l'[École des officiers de la gendarmerie nationale](#), à l'[École nationale de la magistrature](#), et à l'[École nationale supérieure de la police](#). Il dispense également des cours à l'étranger (John Jay College of Criminal Justice de [New York](#), université de droit de [Pékin](#)) et a été nommé membre du conseil d'administration de l'[Institut de relations internationales et stratégiques](#) (IRIS).

En mars 2009, il devient professeur titulaire de la chaire de criminologie du [Conservatoire national des arts et métiers](#). **Alain Bauer** est aussi président-directeur général de [AB Associates](#), société de conseil en sécurité et gestion des crises².

Missions officielles

Il a été membre de la [Commission nationale consultative des droits de l'homme](#) entre 2000 et 2003 et de la [Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité](#) (la Halde), de 2005 à 2007. Il a été nommé en 2003 président du conseil d'orientation de l'[Observatoire national de la délinquance](#) par [Nicolas Sarkozy](#), alors [ministre de l'Intérieur](#)³, et, depuis 2007, de la Commission nationale de la vidéo-surveillance.

Conseiller de la [police de New York](#), de la [Sûreté du Québec](#) et du [Los Angeles Sheriff Department](#), il a également été entendu en qualité d'expert étranger par la commission chargée d'une étude sur le [terrorisme](#) interne aux [États-Unis](#) en août 2007⁴.

Nommé président de la commission sur le contrôle des [fichiers de police](#), il a publié deux rapports sur le sujet en 2006 et 2008. Il a également été rapporteur du groupe de travail sur la police de sécurité quotidienne, proposant une organisation plus cohérente des services sur le territoire national.

Le président de la République [Nicolas Sarkozy](#) et le Premier ministre [François Fillon](#) lui ont demandé de diriger une mission pour le rapprochement des instituts de formation, de recherche et d'analyse des questions de sécurité et stratégiques en août 2007. En cette qualité, il a prôné, avec [Michel Rocard](#) la [présidentialisation](#) des questions de sécurité en soutenant la création d'un [Conseil national de sécurité](#), sur un modèle différent de celui des États-Unis. Par ailleurs, il dirige le groupe de pilotage chargé de la fusion IHEDN/CHEAR et INHES/IERSE⁹ et de la

création d'un Conseil supérieur de la recherche stratégique, chargé de mutualiser les crédits de recherche et de les réorienter sur l'université (et non plus sur les organismes privés tels que l'IFRI).¹

Alain **Bauer** est membre laïque du conseil de direction de l'[Institut européen en sciences des religions](#).

Alain Bauer est Président du Conseil Supérieur de la Formation et de la Recherche Stratégiques.
Politique

Ancien membre de l'[Unef-ID](#) lorsqu'il était étudiant à la faculté de droit, puis **conseiller** auprès du Premier ministre [Michel Rocard](#) de 1988 à 1990, **Alain Bauer** possède de nombreux liens avec des responsables du [Parti socialiste](#) et les dirigeants de la [MNEF](#) dont il était administrateur minoritaire.

En [septembre 2006](#), ses bureaux ont été perquisitionnés dans le cadre de l'[affaire Clearstream 2](#). Les enquêteurs recherchaient des éléments sur les informations qu'il aurait découvertes sur le corbeau présumé de l'affaire, [Jean-Louis Gergorin](#)¹⁰.

À la fin de l'été 2007, il dit avoir acheté une quarantaine d'exemplaires de l'ouvrage anonyme [L'Insurrection qui vient](#) ([La Fabrique](#), 2007), y voyant la trace d'un « processus intellectuel qui ressemble extraordinairement aux origines d'Action directe » et les donne au [directeur général de la police nationale](#), [Frédéric Péchenard](#), accompagné d'une note. L'ouvrage a par la suite été attribué par la police, sans preuves à [Julien Coupat](#), l'un des mis en examen de l'affaire dite de [Tarnac](#) à l'automne 2008.

Franc-maçonnerie

La notoriété d'**Alain Bauer** auprès du grand public français est en très grande partie due à son action au sein du [Grand Orient de France](#), dont il fut **conseiller** de l'Ordre et adjoint de [Philippe Guglielmi](#) de 1996 à 1999, puis Grand Maître de 2000 à 2003, avant d'en démissionner en 2005.

Critiques [

En 1999, le sociologue [Laurent Mucchielli](#), a publié sur son site personnel un article intitulé *Expertise ou supercherie sur les « violences urbaines »*¹⁴ qui critique l'ouvrage d'**Alain Bauer** et [Xavier Raufer](#) : *Violences et insécurités urbaines*¹⁵.

En 2002, [Jean-Philippe Melchior](#) a présenté un ouvrage de [Philippe Engelhard](#), *La Violence de l'histoire*, dans les colonnes de la revue de sociologie *Esprit critique*. Il y est rapporté les chiffres et les analyses « contestables et douteux » d'**Alain Bauer**, ainsi que le conflit d'intérêt entre ses missions publiques et son métier de consultant en sécurité^{16,17}.

Le sociologue [Laurent Bonelli](#) a reproché à **Alain Bauer** et Xavier Raufer d'affirmer notamment dans *La Guerre ne fait que commencer*¹⁸ qu'« à partir de ces zones de non-droit inaccessibles aux forces de l'ordre et grouillant d'armes de guerre, assurer la logistique d'un réseau terroriste est stricto sensu un jeu d'enfant¹⁹ ».

En 2003, **Alain Bauer** a reçu un « [Big Brother Award](#) » de la part de l'association [Privacy International](#) pour l'ensemble de son œuvre. Ce prix concerne des « sociétés ou personnes s'étant distinguées par leur mépris du droit fondamental à la vie privée ou par leur promotion de la surveillance et du contrôle des individus ». **Alain Bauer** a réagi à l'attribution ce prix de la façon suivante : « J'ai un mépris amusé pour ce genre de tribunal populaire à sens unique où il ne m'a jamais été donné l'occasion de me défendre. On fait de moi un défenseur de la tolérance zéro alors que j'ai toujours écrit l'inverse, encore faut-il savoir lire. »

La nomination d'**Alain Bauer** à la chaire de criminologie du [Conservatoire national des arts et métiers](#) a suscité des critiques émanant de personnels du CNAM²¹, de plusieurs universitaires français²² et de médias électroniques. Sur le même thème, suite à cette nomination, une tribune publiée dans [Le Monde](#) remet fondamentalement en question le travail d'**Alain Bauer** dans le domaine de la criminologie. [Michel Lallement](#), [sociologue du travail](#) au [CNAM](#), Christine Lazerges, [juriste](#) à l'[université Paris 1 Panthéon-Sorbonne](#) et Philip Milburn, [sociologue](#) à l'[université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines](#) affirment ainsi : « Les publications signées par M. **Bauer** sont contestées par tous les spécialistes reconnus, psychiatres, psychologues, juristes et sociologues de la déviance et des questions pénales. La liste des critiques est saisissante. » Ils étaient leur affirmation en établissant une liste d'erreurs méthodologiques

Alain Bauer a répondu le même jour dans ce journal et sur son site web que ces attaques personnelles étaient pour lui basées sur des motifs « plus militant et politiques que scientifiques ».

Il a donc utilisé l'influence que lui a apportée son origine Juive et son appartenance de grand maître au grand Orient, pour se placer au mieux de ses intérêts, sans en avoir vraiment des compétences avérées...

Il y a gros à parier, que ses positions de conseiller politique, en même temps que ses intérêts dans une société de fabrication et fourniture de caméras de vidéo surveillance ne sont pas étrangères à la nouvelle vidéo magna qui fleurit ici ou là ! (sans pour autant remettre en cause la peut-être utilité de ces dernières).